



Valentin Martin

Adjoint au Maire

Développement du sport
scolaire et périscolaire

Les élu·e·s
communistes
de Lille



Débat et rapport d'orientations budgétaires 2024 - 1/2

Permettez-moi d'intervenir au nom des élu·es communistes de la Majorité dans le cadre de ce débat sur les orientations budgétaires 2024.

À la lecture du rapport et de sa présentation qui a été faite par notre collègue Marion GAUTIER, nous pouvons être satisfaits des orientations générales qui se dégagent :

- avec **un fort niveau d'investissement**, avec près de 400 M€ prévus d'ici les trois prochaines années, notamment dans les écoles, dans les salles de sport, pour la rénovation énergétique des bâtiments, pour l'amélioration du cadre de vie et aussi pour le renforcement de la place de la nature dans notre ville ;
- avec aussi **le maintien des services publics locaux à des tarifs accessibles** ; je pense, bien sûr, à la **restauration scolaire**, et cela vient d'être dit, c'est un vrai engagement pour le pouvoir d'achat de notre population ;
- avec **une fiscalité locale inchangée**, et ce n'est pas le cas dans beaucoup de communes ;
- et aussi avec **un endettement qui demeure pour le moment maîtrisé**.

Mais après cette satisfaction, on voit bien quand même, année après année, qu'on peut être de plus en plus inquiet sur la soutenabilité de ces politiques ambitieuses et nécessaires à la fois sur le plan social et environnemental. On le voit bien, le contexte est, à chaque exercice budgétaire, plus difficile, avec **des moyens qui ne progressent pas assez par rapport aux enjeux** auxquels nous devons répondre et à l'inflation aussi à laquelle nous faisons face. Je crois qu'on ne rappellera jamais assez à quel point **les politiques gouvernementales des dernières années ont été désastreuses pour les finances des collectivités**, tant sur le plan de leur autonomie budgétaire, en leur enlevant presque tous les leviers fiscaux, que sur leurs moyens, avec une DGF qui s'est considérablement réduite et qui n'augmente pas autant qu'elle devrait à présent.

On ne répétera jamais assez non plus les innombrables transferts de compétences qu'il y a pu y avoir sur les communes de la part de l'État, ainsi que **les défaillances de l'État dans ses propres compétences, qui nous obligent aujourd'hui à faire face à sa place**, et je crois que nous aurons d'ailleurs l'occasion d'avoir plusieurs débats sur ces sujets ; je pense, par exemple, aux questions de sécurité ou encore de lutte contre le sans-abrisme que nous évoquerons un peu plus tard dans la soirée.

Ces difficultés frappent, bien sûr, les collectivités, mais elles frappent aussi très fortement **les fonctionnaires territoriaux**, et cette question est, quelque part, je crois, symptomatique de toutes ces difficultés. Alors que les salaires dans la fonction publique territoriale ont subi un énorme décrochage par rapport au reste de la société, l'État a décidé **de modestes revalorisations** qui sont largement insuffisantes et, en plus, sans en compenser le coût pour les communes.

Résultat, le coût revient à la Ville, et une fois de plus, pour pallier les carences de l'État, nous décidons d'aller plus loin en en assumant la charge. Nous saluons évidemment ce geste, qui représente 5 M€ dans les finances de notre Ville, même si les salaires des fonctionnaires mériteraient des revalorisations encore plus importantes et qui devraient être compensées par l'État.





Valentin Martin

Adjoint au Maire

Développement du sport
scolaire et périscolaire

Les élu·e·s
communistes
de Lille



Débat et rapport d'orientations budgétaires 2024 - 2/2

Il faut, en effet, que l'État donne enfin les moyens dont elles ont besoin aux collectivités pour réaliser **la nécessaire transition écologique** et, on le sait, ce sont les collectivités qui portent cette transition écologique, puisqu'elles représentent plus de deux tiers de l'investissement public.

Ce sont aussi les collectivités qui portent **les services publics locaux**, les services publics de proximité, qui permettent de répondre aux besoins de la population, et ces besoins sont nombreux, et particulièrement dans cette période difficile.

Pour conclure, nous saluons donc les orientations de ce ROB, mais **nous appelons aussi à une mobilisation forte pour des moyens nouveaux pour les collectivités de la part du Gouvernement**, parce que c'est indispensable pour réussir cette transition écologique et assumer tous les services publics locaux indispensables.





Sylviane Delacroix

Adjointe au Maire

Inclusion des personnes
en situation de handicap,
accessibilité

**Les élu·e·s
communistes
de Lille**



Intervention sur l'aide d'urgence à Gaza

La délibération qui nous est proposée vise à apporter une aide d'urgence à Gaza. Le carnage effroyable commis par le Hamas contre la population civile israélienne a provoqué une immense émotion dans le monde. Alors que les familles et la société israélienne ont enterré leurs morts et attendent la libération des otages toujours détenus, **un déluge de fer et de feu continue de s'abattre sur la population de Gaza**, rajoutant de la guerre à la guerre, des souffrances aux souffrances.

Cette prison à ciel ouvert se transforme en charnier pour **des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes qui n'ont rien à voir avec les crimes de guerre du Hamas**, tandis qu'en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, la colonisation à marche forcée se poursuit.

Dans ce chaos, des voix nombreuses venues du monde entier, des ONG, de l'ONU, des associations juives et arabes pour la paix, peu audibles par les belligérants, s'élèvent **pour réclamer un cessez-le-feu immédiat, la paix et la sécurité et permettre la coexistence de deux États souverains**.

Comme les 50 conflits qui se déroulent dans le monde aujourd'hui, ce conflit est avant tout politique, territorial et colonial et **ne peut trouver d'issue que politique**.

L'**aide d'urgence à destination de Cités Unies France** est une décision que nous soutenons totalement, comme l'**aide d'urgence complémentaire envisagée pour le dispensaire de la Vieille Ville de Naplouse**, en espérant que celles-ci puissent arriver à destination et ne soient pas empêchées.

Je conclurai au nom des élu·es communistes par cette **citation de Jean JAURÈS** dans son discours à la jeunesse de 1903 : « L'humanité est maudite, si pour faire preuve de courage elle est condamnée à tuer éternellement. Le courage, aujourd'hui, ce n'est pas de maintenir sur le monde les nuées sombres de la Guerre. **Le courage, ce n'est pas de laisser aux mains de la force la solution des conflits que la raison peut résoudre** ».





Eddie Jacquemart

**Conseiller
municipal délégué**

Education populaire –
Accès aux vacances et loisirs

**Les élu·e·s
communistes
de Lille**



Voeu “Crise du logement : le Gouvernement doit agir immédiatement” – 1/2

Eh oui, la crise du logement, il est temps que le Gouvernement agisse rapidement ! En effet, en matière de logement, tous les indicateurs sont au rouge, que ce soit les plus de 2,5 millions de demandeurs de logements sociaux, le déficit structurel de construction de logements neufs ou encore l'explosion du nombre de mal ou de pas logés, victimes de l'inflation.

Cette crise du logement s'est accentuée ces dernières années sous le coup d'**un désengagement progressif de l'État et de la financiarisation du secteur**. Il y a quelques jours, l'ONG Oxfam, dans un rapport sur le logement, expliquait, par exemple, que 3 niches fiscales relatives au secteur du logement ont coûté près de 11 Md€ aux finances publiques sur 12 ans, l'équivalent de la construction de plus de 70 000 logements sociaux supplémentaires !

Cette dernière année, l'État, au lieu de proposer des solutions pérennes pour résoudre cette crise du logement, a, au contraire, choisi de multiplier les cadeaux au secteur privé et aux investisseurs financiers, tandis qu'il multipliait les mesures restrictives pour les habitants, n'hésitant pas à **mettre à mal la démocratie locataire**.

Les élu·es communistes et ceux de Lille en Commun voudraient ici dire leur opposition à deux dispositions régressives pour les habitants.

La première, nous en avons déjà parlé dans cette enceinte, est la fameuse **loi Kasbarian (ou loi anti-squats) adoptée début 2023**. Elle constitue en fait une tentative d'imposer le droit de la propriété sur le droit au logement. Son application est bien plus large que les cas isolés auxquels elle semble se rapporter car sa définition du « squat » renvoie à tout locataire en impayé. En cas de litige locatif, le texte ouvre la possibilité d'accélérer les procédures judiciaires en intégrant de manière systématique une « clause de résiliation de plein droit ». Elle laisse « le mal logé » sans aucun recours possible face au propriétaire et le locataire est passible de trois ans de prison et de 45 000 € d'amende.

De plus, cette loi marque **une rupture dans le droit des habitants et dans la lutte anti-pauvres**, à tel point que deux rapporteurs spéciaux de l'ONU ont dénoncé la jurisprudence qu'elle constitue dans la violation des engagements de la France en matière d'accompagnement de personnes défavorisées.

La seconde disposition est le fameux **décret du 29 juillet 2023**, qui permet depuis le 1er octobre 2023 de louer un logement en sous-sol, un logement de 1,80 mètre sous plafond, un logement couloir de moins de 2 mètres de large, un logement sans vue horizontale sur l'extérieur, une pièce sans autre ventilation que la porte ouverte et une VMC pour les autres pièces... Sa rédaction floue ouvre à **des interprétations favorables aux fameux « marchands de sommeil »** qui vont se lancer dans la course d'aménagement de logements insalubres pour pouvoir continuer à « faire leur beurre » sur les populations les plus précaires et exploiter les habitants les plus fragiles, jouant sur la situation de désœuvrement social.

Les élus Communistes et de Lille en Commun voudraient également dire qu'ils sont **inquiets de la proposition de décentralisation en matière de logement social** avancée par le Gouvernement Borne et le Ministre du Logement dunkerquois, Patrice VERGRIETE, car elle traduit moins une ambition renouvelée pour le secteur que le transfert d'un fardeau financier ayant pour objectif de masquer l'échec de la politique macroniste dans le domaine.





Eddie Jacquemart

**Conseiller
municipal délégué**

Education populaire –
Accès aux vacances et loisirs

**Les élu·e·s
communistes
de Lille**



Voeu “Crise du logement : le Gouvernement doit agir immédiatement” – 2/2

Si nous sommes convaincus du rôle prépondérant que peuvent avoir les élus locaux et les Maires dans l'essor du logement HLM, ils ne pourront agir efficacement que s'ils ont les moyens financiers et législatifs pour le faire comme nous l'avons gagné ici à Lille sur l'encadrement des loyers et la lutte contre les logements indignes.

Or, les finances locales ont été amputées de ressources comme la taxe d'habitation, et aujourd'hui, il n'existe ni la volonté politique ni les leviers fiscaux pour réussir le pari d'une telle décentralisation.

Enfin, alors que nous abordons un hiver qui va être particulièrement dur pour les familles et qu'en France, plus de 3 000 enfants dorment aujourd'hui dans la rue, une situation intolérable dans cette France de 2023, les élu·es communistes et ceux de Lille en commun voudraient rappeler enfin leur engagement pour un service public du logement social et leur exigence de voir le droit au logement inscrit dans la constitution française.

